

<https://ricochets.cc/Reflexions-sur-le-mouvement-social-la-greve-et-l-insurrection.html>



Réflexions sur le mouvement social, la grève et l'insurrection

- Les Articles -

Publication date: jeudi 2 mars 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques articles et messages pour cogiter un peu aux protestations en cours qui partent de la contre-réforme retraites, à leurs objectifs dans ou hors les institutions (Etat, travail, syndicats, mutuelles, Etat social, La Sociale...).

Avec un éclairage historique, des prises de recul, des actions de précaires et quelques rappels.

1. Une des questions centrales est celle de qui décide. Réclamer à l'Etat la retraite à 60 ans, ou imposer à l'Etat la maîtrise complète (le pouvoir) par les travailleurs et chômeurs de la caisse des retraites, des assurances chômage et de la sécurité sociale (avec disparition des mutuelles privées) ce n'est pas la même chose.

2. L'autre question est celle de la forme travail instituée par le capitalisme, voir ci-dessous point 2.

1. « Les institutions populaires sont issues de conflits violents »



[« Les institutions populaires sont issues de conflits violents » - Entretien avec Nicolas Da Silva](#) - Alors que l'actualité sociale est marquée par une opposition massive à la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, nous nous sommes entretenus avec Nicolas Da Silva, auteur de *La bataille de la Sécu. Une histoire du système de santé* (La Fabrique, 2022). Maître de conférences en sciences économiques à l'université Sorbonne Paris Nord, spécialiste de la médecine libérale et du système de santé français, Nicolas Da Silva développe dans cet entretien l'opposition qu'il dresse entre l'État social et la Sociale, à savoir l'auto-organisation des travailleurs. Il insiste sur les moments historiques fondateurs de ces deux traditions de protection sociale, nées du conflit, et sur leurs évolutions récentes, marquées par des réformes politiques et financières qui prouvent que la bataille pour la Sécu n'est pas terminée...

(...)

Pourquoi opposer l'État social et la Sociale ? Car ce que j'observe, à différents moments de l'histoire, c'est que très tôt se pose la question de l'intervention de l'État dans le champ de la politique sociale et très tôt s'exprime un refus des élites politiques d'investir ce champ. Évidemment, de leur côté, les élites économiques, le capital en particulier, refusent aussi de mettre en place des politiques sociales, alors que les conditions de travail, dans le contexte de l'industrialisation, sont de plus en plus difficiles et de plus en plus dangereuses. Face à ce double refus, que font les travailleurs urbains et ruraux ? Ils ne se résignent pas, ils ne demandent gentiment la permission de créer des politiques sociales et des institutions de protection sociale, ils le font par eux-mêmes. C'est sans doute ce que j'ai trouvé le plus incroyable, notamment à travers la création des premières mutuelles ouvrières.

(..)

Je pose une hypothèse peu habituelle lorsqu'elle concerne l'État mais très traditionnelle lorsqu'elle concerne d'autres rapports sociaux. Elle consiste à dire que l'État est un rapport de domination, une modalité de l'exercice du pouvoir politique, mais qu'il y en a d'autres, potentiellement meilleures. Je ne formule pas une théorie de l'État. Je conserve simplement cette hypothèse en arrière-fond, et je la pose de la même façon qu'on pose souvent l'hypothèse selon laquelle le capital est un rapport d'exploitation qui est problématique et dont il faut se débarrasser sans développer pour autant toute une théorie du capital. Dans le livre, je m'intéresse en particulier à deux rapports sociaux de domination, l'un étant l'État, l'autre le capital, et je pose l'hypothèse que ce sont deux rapports sociaux de domination qu'il peut être utile de dépasser.

(...)

Dans le contexte actuel, les forces politiques qui se disent progressistes n'ont pour seul horizon que la prise du pouvoir de l'appareil d'État pour réguler le capitalisme. Cela tranche nettement avec les pratiques des organisations politiques et syndicales qui naissent à la fin du XIXe siècle dont le but est d'en finir avec le capitalisme et pour qui l'appareil d'État est au mieux un moyen pour y parvenir mais certainement pas une fin en soi. C'est ce sur quoi je souhaite insister avec cette opposition entre l'État et la Sociale : la prise de pouvoir d'État peut être au mieux un moyen, mais en aucun cas un objectif en soi. L'enjeu n'est pas de diriger l'État et de discipliner les capitalistes, il est de construire des formes politiques et économiques alternatives. C'est comme cela que sont nées les institutions que nous chérissons.

(...)

Mais, comme je l'ai déjà dit, la présence au gouvernement ne paraît pas l'élément le plus important permettant d'expliquer l'avènement du régime général. D'ailleurs, des personnages politiques bien intentionnés, communistes ou non, il y en a eu beaucoup dans les gouvernements. Cela n'a jamais été suffisant ou nécessaire pour insuffler le progrès social.

(...)

On trouve des personnes formidables dans l'État à toutes les époques et elles réalisent toujours un travail utile lors des périodes de progrès. Mais ce n'est pas leur présence dans l'État qui explique le changement institutionnel. C'est beaucoup plus la contestation de l'État par la Sociale qui leur permet de jouer un nouveau rôle.

(...)

Je souhaite avant tout montrer que l'opposition aux politiques sociales portées par le régime général est inscrite dès la naissance-même du régime général. Il n'y a pas de grand tournant idéologique à partir des années 1970 ou 1980, par lequel on se serait rendu compte que la Sécurité sociale coûte trop cher. Tout cela n'existe pas et comporte un aspect mythologique, puisque dès le début, de nombreuses forces politiques, idéologiques et sociales s'y sont fortement opposées. Il faut en finir avec l'idée d'une période des « Trente Glorieuses » et d'un régime fordiste qui aurait été une ère de concorde sociale relative ayant permis le développement d'institutions auxquelles nous sommes tous très attachés.

Je ne pense pas qu'il soit pertinent d'être nostalgique de cette période. Ce qui pose problème à ce moment-là comme aujourd'hui n'est pas tant le type de capitalisme (fordiste ou néolibéral) mais le capitalisme. Cela n'enlève rien à l'importance des travaux sur les différentes formes du capitalisme. Je les trouve essentiels. Il s'agit simplement de changer la focale et de parler du capitalisme plutôt que des variétés du capitalisme. À quoi servirait une lutte victorieuse contre le néolibéralisme si elle conduisait à une autre forme de capitalisme ?

(...)

Aujourd'hui, si la sphère du capitalisme sanitaire se développe aussi rapidement et efficacement, c'est parce que l'État a réussi à se réapproprier politiquement la Sécu et que se réappropriant complètement la Sécu, il a les mains libres et peut faire ce qu'il veut (sans parler des multiples conflits d'intérêts régulièrement révélés). L'État social est aux manettes, c'est lui qui décide de la politique, et la politique qu'il mène aujourd'hui repose sur l'acceptation qu'il faut une sphère publique importante. La sphère publique, même si elle est en train de reculer sur divers aspects, existe encore, car du point de vue statistique, l'État social existe encore. En revanche, il a complètement changé de principe d'organisation.

(...)

Par rapport à la santé, ce discours se traduit par l'idée qu'il faut une politique de santé publique généreuse, mais pour les plus pauvres seulement, ou les plus malades, ou là où ça n'est pas rentable. Et on va développer le capital ailleurs, avec des complémentaires santé et des cliniques privés, ou avec des dépassements d'honoraires. Au fond, l'État social cherche à favoriser ses alliés politiques. Au XIXe siècle, cela pouvait être le clergé, les médecins ou encore les mutuelles. Aujourd'hui, c'est davantage le capital. Et c'est vrai dans plusieurs secteurs, autres que la santé.

(...)

Mais dans le champ politique, les complémentaires santé sont aussi des soutiens. Les liens entre les élites politiques et les assurances privées à but lucratif, les mutuelles et les instituts de prévoyance sont nombreux. Il est donc délicat politiquement d'ôter à tous ces soutiens leur part du gâteau. Le secteur des complémentaires santé est une économie de rente à l'abri de la concurrence et de la critique démocratique... le tout au détriment du plus grand nombre.

Cette économie de rente, ou ce capitalisme politique comme je l'appelle dans le livre, se donne aussi à voir avec

l'industrie pharmaceutique et la financiarisation de la Sécurité sociale. Nous pourrions faire des économies très importantes, mais on le refuse pour des raisons politiques. Bien entendu, il faut des investissements massifs dans l'hôpital public, dans les centres de santé, dans les maternités, etc. Mais le premier problème n'est pas l'argent, c'est le pouvoir de décision. Parce que si l'on a plus d'argent, mais que cela sert à enrichir l'industrie pharmaceutique sur le dos des patients et de la Sécu, cela ne sert à rien.

(...)

Ce n'est pas en attendant la bienveillance des classes dominantes que les classes dominées ont imposé des politiques sociales progressistes

Indépendamment des conflits d'interprétation qu'on peut avoir, sur l'utilité de conquérir le pouvoir d'État ou non, le gros enjeu est de mettre en évidence le fait que ce n'est pas en attendant la bienveillance des classes dominantes que les classes dominées ont réussi à imposer des politiques sociales progressistes. Le conflit est un moteur du changement institutionnel bien plus puissant que le débat parlementaire ou l'expertise.

Ce n'est pas en quémandant, en suscitant la pitié ou la bienveillance d'autrui, que la situation matérielle des classes dominées s'est améliorée. Les institutions sociales les plus populaires proviennent d'un conflit extrêmement violent. Le conflit est un moteur du changement institutionnel bien plus puissant que le débat parlementaire ou l'expertise. Diffuser cette idée-là peut faire réfléchir beaucoup de gens et amener à faire évoluer les stratégies militantes.

(...)



Réflexions sur le mouvement social, la grève et l'insurrection Manifeste contre le travail

2. Rupture qualitative. De l'actualité de la critique radicale du travail,

► [Rupture qualitative. De l'actualité de la critique radicale du travail, par Norbert Trenkle](#)

L'obligation de travailler est la contrainte fondamentale de la société capitaliste. Celui qui veut y survivre doit soit travailler pour produire des marchandises de son propre chef, comme par exemple les artisans ou les petits indépendants, soit justement vendre sa propre force de travail, c'est-à-dire se transformer lui-même en marchandise. Le travail n'est donc pas simplement une activité productive visant à produire des choses (utiles ou nuisibles), comme on l'entend généralement. Il s'agit d'une forme historique et spécifique de médiation sociale. C'est par le

travail que les hommes du capitalisme établissent leur lien social, qui leur apparaît alors comme une violence objectivée.

C'est pourquoi la domination capitaliste objectivée est également directement perceptible dans le travail. Ici, les individus isolés doivent se soumettre directement aux contraintes de la concurrence, de la « rationalité » et de la « performance ». Et ici, ils doivent faire abstraction de ce qu'ils produisent et des dommages qu'ils peuvent éventuellement causer. En effet, il s'agit en fin de compte de vendre le produit de sa propre force de travail ou sa propre force de travail à nu et simplement avec succès, car nous ne pouvons pas exister sans argent dans la société marchande. Dans le travail, nous faisons tous directement partie de la machine sociale qui obéit à la fin en soi de l'accumulation de capital, et nous devons obéir à ses lois.

Il n'est donc pas étonnant que les conflits les plus violents aient éclaté sur le terrain du travail dès les premiers temps du capitalisme.

(...)

La contradiction centrale n'est donc plus aujourd'hui celle entre le capital et le travail, mais celle entre l'envie du capital d'engloutir le monde entier et le nombre sans cesse croissant de personnes qui ne sont en fait plus nécessaires à cette fin destructrice. Dans une grande partie du Sud global, la majorité de la population a été déclarée « superflue » depuis longtemps dans ce sens. Elle ne peut plus survivre que grâce à un mélange de travail très précaire dans le secteur informel et d'une subsistance non moins précaire, assurée en majorité par les femmes.

Dans les centres capitalistes, c'est d'abord la classe ouvrière héritée de l'ancien fordisme et le nouveau prolétariat des services qui ont été les plus touchés par la dévalorisation économique et morale de leur force de travail. Mais même les gagnants relatifs dans le monde du travail post-fordiste, les soi-disant nouvelles classes moyennes, ont dû pédaler de plus en plus durement pour maintenir leur position sociale et ne pas se laisser distancer par la machine à travailler qui s'accélère constamment. Ces dernières années, les entreprises ont certes dû faire quelques concessions en matière de rémunération et d'horaires de travail en raison d'un manque de main-d'oeuvre, principalement pour des raisons démographiques. Mais il s'agit là d'un phénomène temporaire qui devrait prendre fin au plus tard avec l'effondrement de l'économie mondiale qui se dessine déjà.

En outre, ce ne sont pas seulement les perdants sociaux qui sont déjà sous pression, mais aussi une grande partie de la classe moyenne, car **le logement devient inabordable et le coût de la vie s'envole. La raison en est à nouveau que le capital occupe toute la surface de la terre à ses fins et que la destruction des bases de la vie qui en résulte se répercute désormais aussi directement sur les processus économiques.**

Face à cela, ceux qui chantent encore les louanges du travail et font semblant de croire que la crise peut être résolue en se serrant la ceinture, en baissant le chauffage et en se retroussant les manches une fois de plus, souffrent d'une perte de contact avec la réalité tout à fait grotesque. Il ne demande rien d'autre que de continuer à faire tourner la machine capitaliste, alors qu'elle n'a rien d'autre à nous offrir que davantage de destruction et des conditions de travail et de vie toujours plus mauvaises. C'est exactement l'inverse qu'il faudrait faire. Il s'agit de contester au capital le temps de vie et les ressources qu'il nous soustrait en permanence et qu'il transforme en moyens de destruction du monde. Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra ouvrir les espaces à un mode de production et de vie basé sur l'activité libre et autodéterminée, la coopération et la solidarité.

Les revendications pour une infrastructure sociale gratuite et une socialisation des secteurs de l'énergie et du logement vont dans ce sens. En effet, elles visent à soustraire au marché des domaines centraux de la subsistance et à les organiser en tant que commons, c'est-à-dire, au sens large, en tant que biens communs. Dans le même temps, les mesures prises dans cette direction élargissent la marge de manoeuvre pour réduire la contrainte de travail, notamment par une réduction du temps de travail à grande échelle

(...)

L'abolition du travail est donc bien plus qu'une simple réduction quantitative du travail salarié, telle qu'elle est négociée par exemple dans les utopies technicistes courantes ; elle est une rupture qualitative avec la forme d'activité et de relation sociale réifiée qui est à la base de la domination capitaliste, et une condition nécessaire à l'émancipation sociale.

(...)

► Voir aussi : [Rien ne sert d'être vivant, s'il faut que l'on travaille](#) (Clément Homs)

Sur le mouvement contre la réforme des retraites : révolution, blocage des flux, sabotages...

► [Bloquer l'économie et interrompre les flux : une nouvelle boussole politique ?](#) - Comment s'opposer à une réforme gouvernementale à l'image de celle des retraites ou faire bifurquer l'ordre social dans une perspective écologiste ? Du Comité Invisible aux Gilets Jaunes, en passant par les actions des Soulèvements de la Terre, le sabotage des flux semble constituer à l'échelle internationale une nouvelle grammaire militante. Cette idée est-elle si nouvelle ? Quel intérêt présente ce mode d'action au regard des autres formes de protestation et de subversion ? Retour sur l'histoire du sabotage et son actualité.

(...)

On voit bien en quoi la manière dont on conçoit le pouvoir influe sur la façon de le subvertir. Il n'est pas étonnant qu'avec la multiplication des réseaux de transport et de télécommunication, l'intensification des flux liés à la mondialisation et l'omniprésence d'internet, l'idée que le pouvoir passe d'abord par les réseaux et la logistique se soit largement répandue. Peut-être de manière excessive : la mobilisation actuelle contre les retraites a le mérite de rappeler que la production de valeur, donc le cœur de l'économie, réside d'abord dans le travail, et non dans les flux en tant que tels.

(...)

Depuis le mouvement contre la loi Travail en 2016, le slogan « Grève, blocage, sabotage » a gagné en popularité dans certaines franges des mouvements sociaux. D'un côté, il y a un lien évident entre la manière dont le sabotage était théorisé et pratiqué à la « Belle Époque », et la manière dont on en parle aujourd'hui. Dans les deux cas, les partisans du sabotage considèrent qu'il s'agit d'une tactique permettant de dépasser les limites de la grève classique, dont l'efficacité est très discutée au tournant du XXe siècle.

Saboter, c'est permettre à l'ouvrier d'agir sans s'exposer à la perte de revenu et à la répression. C'est aussi s'assurer que des briseurs de grève ne pourront pas utiliser le matériel et les machines quand on aura cessé le travail. C'est une technique ingénieuse, qui peut prendre mille formes (à commencer par le simple ralentissement du travail, sans aucune dégradation ni destruction), et qui semble imparable car insaisissable. On retrouve ces idées aujourd'hui dans certains discours militants, qui appellent à des actions « énergiques » et inventives, et à sortir de la routine des journées de grève interprofessionnelles et des sages manifestations décidées en haut.

(...)

Au fur et à mesure que les mouvements sociaux ont connu des échecs après la mobilisation contre le CPE en 2006, l'idée du sabotage associée à celle du blocage s'est, d'une certaine manière, autonomisée, comme si elle pouvait pallier l'incapacité des syndicats à tenir tête à des gouvernements de plus en plus indifférents à la rue.

L'impact actuel des appels à la grève dans des secteurs que l'on croyait définitivement démobilisés change la donne : car en s'articulant avec les techniques de subversion mises en oeuvre ces dernières années, particulièrement pendant le mouvement des Gilets jaunes, il peut donner une nouvelle ampleur au blocage de l'économie, même si peu nombreux sont ceux qui imaginent aujourd'hui abolir l'État et le capitalisme dans la foulée, comme cela pouvait être encore le cas avant la Première Guerre mondiale.

(...)

Si la paralysie du système tant attendue par certain-es militant-es n'a jamais eu lieu, ce n'est pas une raison suffisante pour balayer d'un revers de main l'efficacité du sabotage et considérer qu'il s'agit d'une méthode un peu primitive vouée à l'échec. Tout dépend de la manière dont la tactique est articulée avec la stratégie d'ensemble. Seul, le sabotage ne mène pas à grand-chose. Associé à d'autres moyens de lutte, et à une mobilisation massive de travailleurs, il ouvre d'autres perspectives.

(...)

L'ambiguïté du sabotage réside dans l'élasticité de sa définition. Il n'existe en réalité aucune définition précise du sabotage, d'un point de vue historique. Le terme a toujours oscillé entre deux pôles : du côté militant, il s'agit d'une tactique légitime, tandis que du côté des autorités et du patronat, il s'agit d'une méthode barbare qui ne se distingue pas forcément du terrorisme.

Cet antagonisme de points de vue est d'autant plus compréhensible que le terme recouvre des pratiques extrêmement diverses, allant des plus inoffensives (le ralentissement du travail, ou encore le « sabotage de la bouche ouverte », consistant à dévoiler au public les pratiques frauduleuses du patronat), jusqu'aux plus destructrices (même si la littérature syndicaliste insiste sur l'absolue nécessité de ne jamais mettre en danger

quiconque).

La définition qui prend le dessus dépend, au final, du rapport de force politique et social. Et concernant le sabotage, c'est l'État qui a très rapidement pris le dessus

(...)

S'en prendre aux infrastructures techniques du capitalisme n'est pas nouveau, on l'a vu. Ce qui change avec le sabotage écologiste, ou tel qu'il est prôné par Andreas Malm par exemple, c'est sa finalité. L'enjeu n'est plus de réaffirmer la souveraineté du travailleur sur la machine, et de préparer la prise de contrôle des moyens de production par la classe ouvrière (ce qui nécessite de ne pas détruire les machines, mais simplement de les rendre temporairement inutilisables).

L'objectif est d'entraver matériellement le fonctionnement du capitalisme dans l'espoir d'arrêter cette course folle qui nous mène à l'abîme. Ces deux conceptions ne sont pas forcément incompatibles, et font même l'objet d'articulations fines aujourd'hui, par exemple du côté de certains militants syndicaux travaillant dans des industries polluantes (pétrole, chimie, etc.). Avec comme toile de fond l'idée que la transition écologique ne pourra passer que par un contrôle ouvrier de la production.

(...)

(voir aussi : [Faut-il casser les machines ? - Livre : La Révolte Luddite : briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation](#) + « [Histoire du sabotage](#) » en deux tomes)

► [Mordre l'histoire à la nuque !](#)

Quelques considérations sur le mouvement contre la réforme des retraites

Comment s'orienter dans l'actuel mouvement contre la réforme des retraites ? S'agit-il d'ailleurs d'un mouvement, d'une répétition sans entrain ou du prélude à quelque chose de plus audacieux ? Dans la continuité d'autres analyses et généalogies publiées ces dernières semaines [1], quelques astronautes nous ont transmis leur feuille de vol.

Beaucoup de choses ont déjà été dites sur le mouvement contre la réforme des retraites. À une semaine de la date-clé du 7 mars à Paris, ce texte prend le parti de parler de la situation, et uniquement de la situation, depuis ses impensés et ses angles-morts politiques, avant d'en tirer un certain nombre de lignes stratégiques. La tristesse, l'ennemi, notre époque, le travail, la révolution. **Prendre du recul, juste pour prendre l'élan suffisant. Et si l'écart entre ce qu'est le mouvement et ce qu'il devrait être tenait à la difficulté collective à y projeter ce qu'il y a de plus urgent politiquement aujourd'hui ?** Peut-on attendre plus longtemps avant de poser les questions qui sont les nôtres ?

La seule idée raisonnable, c'est la révolution. La priorité absolue aujourd'hui est de pouvoir reparler de révolution, de la rendre entendable, parlable et praticable. Pourquoi on n'y arrive pas ?

(...)



Réflexions sur le mouvement social, la grève et l'insurrection

%LES LEÇONS DE L'ORAGE %

Suite à notre appel « boîte à idée pour bloquer le pays », nous avons reçu ce texte par mail que nous souhaitons vous partager.

« Celui qui aurait connu Paris il y a trois ans et y retournerait maintenant ne le reconnaîtrait plus. En apparence, la ville a peu changé, mais la vie de Paris, ce qui en était la vibration, la jeunesse, le bruissement [...] c'est cela qui a changé terriblement. » Antonin Artaud - Messages révolutionnaires

1. Le mouvement social est mort : les Gilets Jaunes l'ont tué. Tout effort inférieur en intensité venant après eux ne peut-être qu'un échec.

2. Ce que les Gilets Jaunes ont opposés à l'Etat, c'est la violence. Ce par quoi l'Etat en est venu à bout, et nous tient actuellement en respect, c'est la dissuasion que permet une violence plus grande encore, qu'il exerce sans réponse. En marquant un nouveau seuil dans la confrontation, les Gilets Jaunes en ont repoussé les limites, limites en dessous desquelles le pouvoir n'est plus menacé.

3. La combinaison gagnante des Gilets Jaunes était : blocage des voies de trafic ralentissant la production, occupations permettant le goût de la vie collective, manifestations sauvages qui faisaient la démonstration régulière mais imprévisible d'une force propre à faire mûrir la politisation, hors de tout contrôle et hostile à toute négociation.

4. Le grand silence des syndicats pendant les Gilets Jaunes a fini de prouver leur caractère policier. Il faut comprendre toute manifestation syndicale comme un compromis : entre l'Etat qui le subventionne et les désirs de sa base qui le mettent en mouvement. Mais ce mouvement, étroitement négocié avec l'Etat, n'a pour but que de remplir ses caisses et d'augmenter son nombre d'adhérents, et assure par là plus de contrôle social.

5. Toute action qui confirme le pouvoir des centrales syndicales affaiblit le mouvement, tandis que tout ce qui conforte le pouvoir de la base le renforce. C'est pour cela que les « actions Robin des Bois » sont pour le moment le meilleur moyen des bases syndiquées, puisqu'au delà de la grève, elles prouvent une capacité à organiser la vie comme nous le voulons, tout en prouvant que nous le pouvons.

6. La force de ce mouvement social est l'accès et l'usage des lieux de production pour la lutte. Les Gilets Jaunes, malgré leur force impressionnante, n'ont été qu'un mouvement politique, dont la faiblesse était l'impensé de la production du monde en général. Ils ont cependant attaqué les lieux de pouvoir, que les syndicats évitent soigneusement durant leurs parcours. Il paraît urgent de combiner l'un et l'autre : on peut nuire à des permanences politiques en leur coupant l'électricité, mais rien n'empêche de leur offrir au même moment d'utiles ravalements de façade.

7. Avec la fin du mouvement des Gilets Jaunes et le retour fantômatique du mouvement social, reviennent trop tard les habitudes du cortège de tête. Le caractère rituel et prévisible d'une telle violence n'est pas seulement un aveu de faiblesse, mais une exposition dangereuse à une police qui interpelle les émeutiers d'autant plus facilement qu'elle jouit de la collaboration des syndicats. Cependant, un cortège de tête, comme menace, peut aussi être utilement un leurre, en concentrant sur lui l'attention policière pendant que d'autres actions sont menées. On imagine le désordre que pourrait causer un « convoi de la liberté » de cars syndicaux placés stratégiquement pendant qu'une manifestation massive poursuit son trajet préfectoral.

8. Si les manifestations ne font pas peur au pouvoir - parce qu'il les organise, les occupations l'effraient toujours. La vitesse et la violence avec laquelle il les évacue en dit long. Or, le problème des occupations est la durée, qui suppose de résister à la violence de la police, pour devenir un poumon du mouvement. Si les syndicats étaient ce

qu'ils prétendent être, ils ouvriraient à tous leurs Bourses du Travail pour l'organisation d'une lutte conséquente ; mais ils ne le sont pas, alors peut-être faudrait-il songer à leur prendre.

9. Si la conflictualité sociale s'est reveillée en 2016, ce n'est qu'avec les Gilets Jaunes qu'elle a trouvé l'articulation d'une lutte générale et d'une organisation de la vie. Une telle articulation ne pouvait paradoxalement venir que de milieux supposément non-politisés, c'est-à-dire non contaminés par une division du travail militante et sortant du carcan des revendications sectorielles. Le mouvement actuel est lui une revendication sectorielle « générale », c'est-à-dire partagée par le plus grand nombre de salariés, mais empêtré dans les filets des appareils syndicaux et du « dialogue social » : d'où le bégaiement permanent entre radicalité saine et récupération immédiate.

10. Le paradoxe de la situation est que pour arracher un compromis réformiste, il ne faudra rien de moins que des moyens révolutionnaires. Mais même si ce mouvement est défait il aura achevé de radicaliser une plus grande part de la population : les Gilets Jaunes étaient des retraités, des indépendants, en majorité ruraux. Il n'aura fallu que trois ans pour que leur prolétarianisme s'étende aux dociles salariés urbains. Le pouvoir, lui, apparaît finalement pour ce qu'il est : le produit d'élections truquées, vouées à défendre l'intérêt des propriétaires de la société, au sein d'une guerre menée contre tous les intérêts humains.

11. Une révolte peut en cacher une autre. Il est clair que cette réforme est combattue pour ce qu'elle est - à savoir l'extension de l'exploitation jusqu'à la mort - mais aussi pour ce qu'elle n'est pas. Dans un monde aussi ravagé et menacé de destruction à court terme, la retraite est à elle seule une utopie. Toujours est-il que c'est un point de départ aussi bon qu'un autre pour abandonner les formes périmées de la contestation, combiner les tactiques gagnantes de mouvements exemplaires et affirmer la nécessité vitale d'un changement révolutionnaire.



Réflexions sur le mouvement social, la grève et l'insurrection Les sous-traitants privés de Pôle Emploi visés par des précaires



4 ACTIONS COORDONNÉES CONTRE LES SOUS-TRAITANTS DE PÔLE EMPLOI

Le 15 février 2023, un collectif de précaires lillois s'est rendu chez Tingari, sous-traitant de Pôle Emploi, pour « harceler les harceleurs ». Une action coordonnée avec d'autres villes françaises pour dénoncer le flicage des chômeur-ses. Nous relayons leurs communiqués.

↳ COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF PRÉCAIRES EN COLÈRE

« Wesh,

Comme à Lille il fait -13,12°C l'hiver et on s'est dit que ça serait cool d'enfin trouver de la thune pour payer le gaz et l'élec'.

Du coup, on s'est renseigné.es avec un groupe de Précaires en Colère et on est tombées des nues :

- au RSA, ils voulaient nous faire travailler gratos !

- à Pôle Emploi, ils voulaient qu'on aille chez Tingari voir si cette boîte privée réussissait à nous trouver un job bien merdique à coup de jobdatings, de jeux type foot candidat.e/patron et de télérealités du type « Patron Incognito » !

En réponse, on s'est rencardé.es ce mercredi 15 février 2022 à une vingtaine après une séance de yoga à la friche et une rencontre fortuite avec les Schtroumpfs qui ont, une fois de plus, fait preuve de sagacité en ne captant rien. À 16h pétante, en guise de goûter, on a envahi les locaux de Tingari situés au 2e étage d'une des bouses moches du projet urbain de Martine Aubry, un immeuble en fausses briques blanches appelé « Arboretum ». On n'y a pas vu les arbres ni la verdure mais des employés faux-culs, condescendants et veners qui n'ont pas eu le sens de la prose en appelant la flicaille après la lecture de notre tract qu'on vous glisse en pièce jointe. En cadeau on leur en a laissé quelques uns.

Au final, décidant conjointement qu'on préférerait manger des welshs en buvant de la bière plutôt que de trouver un boulot, on s'est carapaté.es tranquillement dans les rues de la ville en se donnant rendez-vous pour de nouvelles aventures.

A Lille (Tingari), Marseille (Aksis), Paris (Solerys) et Brest, on s'étaient coordonné.es pour visiter ces prestataires privés qui ont empôché 300 millions d'euros d'argent public en 2021 pour fliquer les plus précaires à base de programmes bidons sur le principe de la carotte et du bâton.

Ça t'intéresse ? Envoie-nous ton CV à precairesorganisees@riseup.net

En PJ : le communiqué commun qui a été rédigé pour revendiquer nos actions au niveau national, le tract distribué sur l'action à Lille (Tingari) ainsi qu'une photo illustrant l'action »

↳ TRACT DU COLLECTIF PRÉCAIRES EN COLÈRE

Un tract a été distribué aux employé-es et personnes suivies par Tingari, et collé sur l'entrée du bâtiment.

Extraits :

« Qui est TINGARI ? Cette boîte privée fait partie des opérateurs prestataires qui reçoivent chaque année un véritable pactole versé par l'État et Pôle Emploi pour proposer des programmes bidons de rédaction de CV ou de développement **personnel**.

TINGARI, comme d'autres boîtes du même type (Soleris, Catalys, Askis...) fait son beurre sur la précarité et le chômage entretenu par le patronat. L'État, lui, finance le flicage des précaires et propage continuellement l'idée qu'elles et ils seraient individuellement responsables de leur situation.

(...)

NOUS refusons les discours de culpabilisation individuelle permanente.

NOUS refusons d'être réduit.e.s à des catégories administratives à renseigner dans des logiciels informatiques.

NOUS avons besoin de liens collectifs réels, pas de rendez-vous bidons dans des bureaux.

NOUS avons besoin de travail vivant, pas d'emploi pourris où nous perdons nos vies au profits de quelques puissants. »

¶ TRACT COMMUN DE COLLECTIFS PRÉCAIRES DE LILLE, PARIS, MARSEILLE ET BREST

Extrait :

« Le projet de Macron et son triste monde, c'est la mise au travail généralisée. Pour nous faire croire que vivre dignement, s'habiller, se nourrir, ça se mérite, le gouvernement attaque les plus précaires à grands coups de lois sur l'immigration, des réformes des retraites, du chômage et du RSA.

Aujourd'hui, nous ciblons les prestataires privés de Pôle Emploi. Ces boîtes pourries (comme Askis, Catalys, Solerys, Tingari, etc.) encaissent des millions d'euros de l'État pour servir la demande de main d'oeuvre des entreprises, faire baisser les chiffres du chômage et foutre la pression sur les plus démunis-e-s. En gros, tu te fais harceler, et tu payes pour ça ! (...)

Le travail exploite, le travail rend malade, le travail tue, le travail pollue, le travail ne nous permet pas de vivre. Nous exigeons le temps libre, l'entraide, la débrouille et la thune ! »

¶ TOULOUSE, AUSSI MOBILISÉE

Deux actions montrent que la ville rose n'est pas oubliée des collectifs précaires. En novembre dernier, les bureaux du sous-traitant "Vidéo 3/4" à Toulouse ont été pris pour cible dans le même esprit de défiance des prestataires-flicage de Pôle Emploi. Le 15 février 2023, un bâtiment de regroupement d'institutions liées à l'« emploi » a été pris pour cible. Sur le site mutualiste laata.info, on lit un article intitulé "Retraite à vie et nik le travail.

Trashage de bâtiment d'emploi" :

« Toulouse, quelques heures avant le début de la manif, dans la nuit du 15 au 16 février, nous avons étoilé les vitres du bâtiment du travail de Jolimont. Des tags ont été laissés : "Retraite à vie" et "Nik le travail".

Cet endroit héberge diverses institutions et associations liées à la mise au travail. Pôle emploi, Toulouse métropole, la mission locale, ainsi qu'une association de développement de l'industrie et de l'économie dans la région toulousaine...

Nous pousser à travailler et à privatiser nos cotisations de retraites nous fout la gerbe. Ce monde du travail nous fout la gerbe.

Donc on a cassé les vitres et repeint les murs de cet endroit de merde. »



Réflexions sur le mouvement social, la grève et l'insurrection Augmentation de la productivité pour maintenir les taux de profit dans le système de concurrence

EN FRANCE, ON N'A JAMAIS AUTANT TRAVAILLÉ

- ▶ Diminuer massivement le temps de travail est possible et nécessaire

« Travailler plus pour gagner plus », « les français sont fainéants », « Nous ne travaillons pas assez », « valeur travail ». Les politiciens nous font croire à longueur de journées que nous ne travaillons pas assez, et culpabilisent la population pour justifier les reculs sociaux. Rien n'est moins vrai. Le journal Alternatives Économiques fait voler ce mensonge en éclats.

En réalité, on n'a jamais autant travaillé en France. En 2021, la population française a travaillé 41,3 milliards d'heures, contre 34,9 en 1985, il y a 36 ans. Le nombre total d'heures travaillées est obtenu en multipliant le nombre de personnes en emploi par le nombre moyen d'heures travaillées. 2021 est un record, et ce temps est en constante augmentation (en-dehors de la parenthèse du Covid).

Cette progression du volume d'heures travaillées en France est certes liée à l'augmentation de la population, mais aussi à l'augmentation des femmes salariées et à la hausse du taux d'emploi des seniors et des jeunes. Il faut aussi ajouter la déréglementation du code du travail, l'ubérisation, qui augmente le temps travaillé.

À ceux qui répondront qu'il est normal de travailler plus puisque la population s'accroît : encore une erreur. La productivité horaire du travail a fortement augmentée. Autrement dit, pour une heure de travail, on produit beaucoup plus de richesses aujourd'hui qu'il y a 36 ans. La technique a beaucoup progressé. En principe, le temps de travail aurait dû diminuer massivement. La France possède d'ailleurs une des productivités les plus élevées d'Europe, devant l'Allemagne.

Alors où est l'erreur ? Il n'y en a pas : plutôt que de diminuer le temps de travail, les patrons augmentent leurs profits. Tout simplement.

Le recul de l'âge de la retraite n'est absolument pas nécessaire. Au contraire, on pourrait allonger les week-end, augmenter les retraites, ajouter des vacances et réduire les horaires de boulot sans problème. Nous produisons déjà trop. Le dogme du travail repose sur un mensonge.

(post de Contre Attaque)

- ▶ NOTE à propos de ce dernier post :
pour survivre face à la concurrence, les entreprises capitalistes doivent baisser leurs prix, et donc augmenter la production et la productivité pour maintenir malgré tout des taux de profits suffisants à l'enrichissement des possédants et à la reproduction du capital.
C'est pourquoi la baisse du temps de travail et l'augmentation des salaires est largement incompatible avec le fonctionnement capitaliste. Autre option, remplacer les humains par des machines, mais là on se retrouve avec le chômage massif et le déraillement de la société de consommation. Et le machinisme, le technologisme posent d'autres problèmes.
Cette course à la croissance entraîne précarité pour les humains et ruines pour la planète. On doit donc mettre fin au capitalisme.



Réflexions sur le mouvement social, la grève et l'insurrection